

CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR
SAMEDI 5 AVRIL 2025 A 9H30

N° 25 04 06

VŒU

Soutien à l'audiovisuel public

. Adoption

Rapporteur : Christine MOREL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR
SAMEDI 5 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le cinq avril à neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Ville d'Harfleur légalement convoqué le vingt-et-un mars deux mille vingt-cinq s'est réuni à la Mairie d'Harfleur, dans la salle du Parc – Centre Françoise Dolto.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, la séance est publique.

Madame Christine MOREL, Maire, présidant la séance procède tout d'abord à l'appel nominal auquel répondent :

PRÉSENTS : Mme Christine MOREL, Mme Sylvie BUREL, M. Dominique BELLENGER, Mme Justine DUCHEMIN, M. Anthony DE VRIES, M. Loïc JAMET, M. Ousmane NDIAYE, Mme Marjorie BELLENGER, M. Gilles DON SIMONI, M. Jean-Pierre PEDRON, Mme Nathalie JARROUSSE, Mme Sylvie ROGER, M. Hervé TOULLEC, Mme Aurélie REBEILLEAU, Mme Coralie FOLLET, M. Pierre GRISEL.

ABSENTS EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Mme Sylvie DUCOEURJOLY à Mme Sylvie BUREL, M. José GUTIERREZ à M. Gilles DON SIMONI, Mme Yvette ROMERO à M. Ousmane NDIAYE, Mme Élise ROGER à Mme Justine DUCHEMIN, M. Samuel LEROY à Mme Marjorie BELLENGER, M. Yoann LEFRANC à M. Loïc JAMET, M. Nicolas NOUAILHAS à M. Dominique BELLENGER, M. Franck GROUSSARD à Mme Aurélie REBEILLEAU, Mme Julie LETHEUX à Mme Coralie FOLLET.

ABSENTES EXCUSÉES SANS PROCURATION : Mme Sabrina LEFEBVRE, Mme Julie LEMARCIS, Mme Cindy ÉVRARD.

ABSENTE : Mme Sophie BOUJU (née VIVIER).

Conseillers Municipaux :

Conseillers Municipaux en exercice = 29	Ouverture séance	Pour le point N° 25 04 15	A partir du point N° 25 04 18
Présents	16	15	15
Procurations	9	9	9
Absents excusés	3	4	4
Absentes	1	1	1
Votants	25	24	24

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217603414-20250405-2504-06-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/04/2025
Publication : 10/04/2025

Mesdames, Messieurs,

Le gouvernement a décidé d'inscrire à l'agenda parlementaire un projet de loi portant sur le regroupement de l'audiovisuel public, arguant d'une rationalisation ayant pour effet la réalisation d'économies budgétaires importantes.

Toutefois, les élus harfleurais souhaitent attirer l'attention des membres du gouvernement sur la dangerosité d'un tel projet au regard de l'impérieuse nécessité de maintenir la richesse de la diversité de l'audiovisuel public pour le bon fonctionnement de notre démocratie.

En effet, à l'heure où les fausses informations pullulent sur des supports toujours plus diversifiés et où la privatisation combinée à la concentration des médias dans les mains de quelques grands groupes oligopolistiques nuisent à la bonne et claire information des citoyens, à l'heure où les avancées technologiques telles que l'intelligence artificielle se propagent sans aucune forme de régulation, à l'heure où certains médias naissent sous l'impulsion de propriétaires qui souhaitent instrumentaliser l'information à des fins politiques extrémistes, la nécessité d'un service public de l'audiovisuel fort, nous semble être un impératif.

En conséquence, et après en avoir délibéré, je vous propose que le Conseil Municipal,

VU l'avis du Bureau Municipal du 10 mars 2025,

- **adopte la résolution suivante :**

En attendant un projet de réforme qui présenterait une ambition pour l'audiovisuel public, la Municipalité d'Harfleur demande au gouvernement de préserver le périmètre, le financement et la structure des entreprises qui constituent ce service essentiel à nos concitoyens et à nos territoires.

Nous adressons ce vœu à Monsieur le Président de la République et à l'ensemble des syndicats de journalistes.

*Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité
les conclusions de ce rapport.
Fait et délibéré en l'Hôtel de ville d'Harfleur les jours et ans sus indiqués
Pour extrait certifié conforme
Christine MOREL
Maire,*



Délais et voie de recours :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.